

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-81
Autres minuit : GUT. 59-89

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An 18 fr. 6 Mois 9 fr. 3 Mois 4 fr. 50 1 MOIS 1 fr. 50

La Belgique sera restaurée dans sa complète indépendance politique et économique, déclarent solennellement les Alliés.

La guerre aux bureaux

Le pain de nos soldats

Pour le camp retranché de Paris, il est recommandé de livrer les farines les moins bonnes...
« Comme il s'agit des établissements militaires, il est possible de faire ces livraisons en blé qui ne serait pas livrable aux meuneries civiles... »

Que signifiaient exactement ces deux phrases au moins étranges, échappées à la plume étourdie de M. Lebureau ?

L'Œuvre a posé la question avant-hier, et voici les premiers résultats de son enquête :

En ce qui concerne les farines, quand on parle des « moins bonnes », cela ne veut point dire, paraît-il, qu'elles soient mauvaises ; cela veut dire simplement qu'il en est de meilleures. Et ces meilleures farines ne sont pas pour le camp retranché de Paris, parce qu'on les réserve aux services de l'avant, où l'on fait du pain biscuité. Or, le pain biscuité se conserve d'autant mieux que la qualité de la farine laisse moins à désirer.

L'expression ne signifie pas davantage que les farines les « moins bonnes » donnent du pain moins bon. Le pain se conserve moins longtemps, voilà tout.

Reste le blé. Ici, les explications sont moins simples, peut-être moins claires. Les magasins généraux — car c'est d'eux qu'il s'agit, leur administration ayant été militarisée, — fournissent à la fois du blé aux meuneries civiles et aux meuneries militaires. Et ils le fournissent régulièrement au prix de 30 francs, nous a-t-on dit, à la condition expresse que les meuniers ne vendent pas leur farine plus de 65 francs.

Précaution excellente pour régler les cours et empêcher le renchérissement du pain. Si, pour obtenir ce résultat, l'Etat vend son blé à perte, personne ne songe à lui en faire un grief.

Mais pourquoi réserver systématiquement le meilleur blé aux meuneries civiles ?

On nous répond que les meuneries civiles, qui ont besoin de travailler plus vite (?), n'ont pas l'outillage nécessaire pour trier et nettoyer le blé qu'on leur livre.

La réponse semble faible, si l'on considère que la distinction des meuneries civiles et militaires est purement verbale : les meuneries dites militaires ne sont en réalité que des meuneries civiles réquisitionnées. Elles disposent donc sensiblement des mêmes machines et des mêmes ressources.

La vérité, c'est qu'en livrant le meilleur blé à certaines meuneries civiles, on leur permet d'en tirer une plus grande quantité de farine, et on leur assure ainsi le moyen d'augmenter leurs bénéfices. C'est là le point... délicat.

Nous croyons d'ailleurs savoir que cette sélection n'a pas été ordonnée, ni même autorisée par l'Intendance. C'est pourquoi l'Œuvre se proposait d'attirer sur ce point la vigilante attention de M. Joseph Thierry et de ses collaborateurs. Nous aurions voulu leur mettre sous les yeux certains documents recueillis au cours de notre enquête, comme ces annotations empruntées à la collection des bulletins d'entrée des entrepôts de Saint-Denis :

2 janvier 1916	550 sacs. Blé exotique médocre.	Réservé aux meuneries militaires.
10 —	380 sacs. Grains forcés, germés.	Réservé aux meuneries militaires.
11 —	500 sacs. Grains boutés, germés.	Réservé aux meuneries militaires.
11 —	850 sacs. Bouté, germé, avec ivraie.	Réservé aux meuneries militaires.
11 —	720 sacs. Bouté.	Réservé aux meuneries militaires.
11 —	53 sacs. Bouté grisasseux.	Réservé aux meuneries militaires.
12 —	556 sacs. Très bouté.	Réservé aux meuneries militaires.
12 —	200 sacs. Blé très humide, sacs moisiss, mauvaise livraison.	A livrer 20/25 avec d'autres aux meuneries militaires.
14 —	413 sacs. Blé germé, bouté, forcé.	Réservé aux meuneries militaires.
15 —	51 sacs. Blé imprégné de pétrole. Très humide.	A livrer de suite aux meuneries militaires.

Autrement dit, dans une seule quinzaine, près de 5.000 quintaux de blé avarié que l'on « réserve » à l'armée.

N'en concluons pas que les répartiteurs du blé se disent : « Les civils se plaignent de la mauvaise qualité des sacs qu'on leur livre ? Choisissons-leur ce que nous avons de mieux, et gardons le rebut pour les soldats. C'est bien assez bon pour eux, et nous sommes sûrs au moins qu'ils ne pourront pas réclamer (à moins que l'Œuvre ne s'en mêle.) »

Non, à cette heure, il n'est point de Français conscient qui soit capable de tenir un pareil langage. Les textes que voilà, d'une rédaction certainement fâcheuse doivent s'expliquer comme les autres, mais nous regrettons fort de ne pouvoir y joindre aujourd'hui même ces explications indispensables. Le rédacteur de l'Œuvre qui s'est présenté au sous-secrétariat de l'Intendance a été éconduit par le concierge, sous prétexte qu'il n'avait pas de carte spéciale. Ne peuvent, en effet, circuler librement en France et accéder aux administrations publiques

que les Austro-Boches munis des permis de séjour, laissez-passer et sauf-conduits, que leur dispense avec une si imprudente libéralité le ministère de l'Intérieur.

Quant aux simples journalistes français, qui croient devoir s'intéresser à la nourriture et à la santé de nos soldats, on les traite comme des intrus, des importuns ou des espions.

MM. Les Bureaux ont de bonnes raisons pour appréhender nos indiscretions ; mais nous en avons de meilleures pour les commettre.

Qu'en temps de guerre l'administration de la guerre prenne certaines précautions pour garder ses secrets, si elle en a encore, c'est trop naturel ; mais ces précautions seraient peut-être moins inutiles, si elles étaient moins ridicules.

Quant au sous-secrétariat de l'Intendance, nul ne demande à y entrer comme dans un moulin ; mais on nous permettra de souhaiter qu'à l'avenir les moulins, civils ou militaires, soient aussi bien surveillés que les inaccessibles cabinets de nos Sous-Excellences.

Gustave Téry

DÉCLARATION SOLENNELLE des Alliés à la Belgique

Le Havre, 16 février.

Lundi, 14 février, MM. les ministres de France, de Grande-Bretagne et de Russie auprès de S. M. le roi des Belges, se sont présentés au ministère des affaires étrangères de Belgique à Sainte-Adresse et M. le prince Koudacheff, prenant la parole au nom de ses collègues, s'est adressé en ces termes au ministre des affaires étrangères :

Excellence,

Les puissances alliées, signataires des traités qui garantissent l'indépendance et la neutralité de la Belgique, ont décidé de renouveler aujourd'hui, par un acte solennel, les engagements qu'elles ont pris envers votre pays héroïquement fidèle à ses obligations internationales.

En conséquence, nous, ministres de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, dûment autorisés par nos gouvernements, avons l'honneur de faire la déclaration suivante :

Les puissances alliées et garantes déclarent que, le moment venu, le gouvernement belge sera appelé à participer aux négociations de paix et qu'elles ne mettront pas fin aux hostilités sans que la Belgique soit rétablie dans son indépendance politique et économique, et largement indemnisée des dommages qu'elle a subis. Elles préteront leur aide à la Belgique pour assurer son relèvement commercial et financier.

Le baron Beyens a répondu :

Le gouvernement du roi est profondément reconnaissant aux gouvernements des trois puissances garantes de l'indépendance de la Belgique, dont vous êtes auprès de lui les représentants, de la généreuse initiative qu'ils ont prise en lui apportant aujourd'hui cette déclaration. Je vous en exprime ses chaleureux remerciements. Vos paroles auront un vibrant écho dans le cœur des Belges, soit qu'ils combattent sur le front, soit qu'ils attendent en exil l'heure de la délivrance, tous avec un égal courage. Les nouvelles assurances que vous venez de me donner confirmeront leur conviction inébranlable que la Belgique sera relevée de ses ruines et restaurée dans sa complète indépendance politique et économique. Je suis certain d'être leur interprète en vous disant que vous devez avoir pleine confiance en nous comme nous avons confiance en nos loyaux garants, car nous sommes tous résolus à lutter énergiquement avec eux jusqu'à la victoire du droit, pour la défense de quel nous nous sommes sacrifiés sans hésitation, après la violation injustifiée de notre patrie bien-aimée.

M. le ministre d'Italie a annoncé de son côté au baron Beyens que l'Italie, n'étant pas au nombre des puissances garantes de l'indépendance et de la neutralité de la Belgique, faisait connaître qu'elle n'avait aucune objection à ce que la déclaration susdite fût faite par les Alliés.

De son côté, le gouvernement japonais a fait une communication identique.

Hors de France

Et les Polonais ?

Lundi, au Havre, les trois ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Russie ont eu une idée. Solennellement et en corps, ils sont allés renouveler au gouvernement belge la ferme assurance que la restauration de la Belgique demeure une condition sine qua non de la paix future.

La Belgique, d'ailleurs, n'en doutait pas. Mais ça ne peut que lui faire plaisir quand on le lui répète. L'idée était donc excellente. Si excellente que je demande qu'on l'applique sans plus tarder à une autre nation martyre, à la Pologne, pour qui elle est cent fois plus urgente.

La Pologne est en ce moment, de la part des empires du Centre, soumise à un système de douches écossaises, alternativement chaudes et glacées, destinées à lui inspirer à la fois l'amour et la terreur de ses maîtres germaniques, avides d'enrôler ses 1.400.000 habitants capables de faire des soldats.

L'amour, c'est l'Autriche qui s'en charge. Et grâce au libéralisme tolérant dont elle a traditionnellement fait preuve en Galicie, elle y réussirait assez bien, le ton des journaux de Cracovie ne laisse aucun doute à cet égard, si, par bonheur, les Prussiens n'étaient là, avec cette extraordinaire aptitude à se faire hair partout qui est comme leur marque de fabrique nationale.

Après avoir ouvert en grande pompe l'université de Varsovie le gouverneur

allemand a perdu le bénéfice de cette libéralité en persécutant la commission scolaire polonaise. D'ailleurs, ventre affamé n'a pas d'oreilles, et le système simpliste qui consiste à envoyer tout le blé en Allemagne sous prétexte de le soustraire à la malveillance des espions russes (!) coupe court aux effusions sentimentales. Ce blé revient sous forme d'une farine suspecte, mêlée d'épluchures de marrons et de paille hachée, qui provoque la tuberculose intestinale. Et de cette farine on distribue un livre par mois !

Faute de pain, les Polonais se soutiennent avec des pommes de terre, car ils ne reçoivent qu'un quart de livre de viande tous les deux jours.

— Enrôlez-vous dans l'armée, et vous mangerez ! semble dire l'aimable occupant du sol.

Le patriotisme polonais résiste jusqu'ici héroïquement. Il garde encore sa confiance dans la Russie, l'alliée des deux grandes puissances de liberté, la France et l'Angleterre ! Ne serait-ce pas le moment de lui dépêcher, par-dessus les murs de sa prison, les paroles de réconfort que nous venons d'adresser à la Belgique ?

Maurice de Waleffe

LE HAUT COMMANDEMENT

M. Abel Ferry a saisi la commission de l'armée d'une proposition de résolution concernant les relations du haut commandement avec le gouvernement. La commission a fait un rapport sur cette question, et il est possible qu'elle soit discutée en séance demain vendredi.

Propos d'un grincheux

Les "émeutes" allemandes

On peut dire que l'Humanité est le seul journal français qui ait un correspondant en Allemagne. Sans doute cet « Homo » ne séjourne point en terre d'Empire. Mais il se tient à la frontière suisse, dépouillant les journaux ennemis et interrogeant les voyageurs. S'il était capable de s'intéresser vraiment à d'autres démêlés que ceux de la Social-Démocratie, il eût fourni au public français des documents de premier ordre.

Hier, renonçant par miracle à ses habitudes soucis, il a abordé la question des émeutes en Allemagne. Vous savez, ces fameuses émeutes de décembre. Et, sur le rapport de gens qui ont vu, il nous fournit une version qui doit être parfaitement vraie.

Il dit, en substance, ceci : Il y a eu dans beaucoup de villes, et notamment à Berlin, des manifestations, des blessés, des arrestations, mais pas de morts. Le 9 décembre, vingt mille personnes se sont rassemblées, mais non pas cinquante mille, comme on a dit, non pas mille comme a prétendu l'agence Wolff. La police a tiré des feux de salve qui ont blessé cinquante personnes au moins. Mais elle n'a mené pas de mitrailleuses : tout ce qu'on a dit sur les mitrailleuses est faux.

Il ajoute : « La raison principale des manifestations est que la population allemande n'a pas assez à manger. Certaines matières manquent, certaines autres sont beaucoup trop chères. Toutefois, il y a eu des manifestations où le mot paix jouait un plus grand rôle que les mots cherté et faim ».

Et, en terminant, il nous met en garde contre une illusion. Il nous avertit que l'Allemagne n'est pas en révolte, et que l'autorité du gouvernement n'est pas diminuée. Cette conclusion ne pourra sembler paradoxale qu'à ceux qui ne réfléchissent point. J'ai vu beaucoup de manifestations sous la troisième République. Aucune n'a jamais ébranlé le gouvernement. Bien sûr, il y a des Allemands qui grognent. Bien sûr, il y en a qui s'attroupent parfois dans la rue. Mais, pour vingt mille qui se fâchent, comptez les millions qui se tiennent tranquilles, obéissent, se serrent le ventre, et escomptent la victoire de leurs drapeaux.

Ce n'est pas la faim qui nous les livrera.

Albert Savarus

ERZEROUM pris par les Russes

La semaine dernière, les Russes s'emparaient d'un des forts d'Erzeroum. Un second fort fut enlevé lundi. Dans la nuit de mardi, un succès beaucoup plus important était annoncé par la dépêche suivante de Pétrograd :

Petrograd, 16 février. — Communiqué du grand état-major. — Outre les deux forts de la position couvrant la forteresse d'Erzeroum précédemment occupés vers le soir du 15 février, sous la poussée de nos vaillantes troupes, sept autres forts sont encore tombés.

De cette manière, se trouvent entre nos mains les forts Karaghionbek, Tafta, Tchobandedle, Talanghez, Ouzoumakt-Karekof, Ouzoumakt n° 1, Kabourga, Ortaïouk et Ortaïouk-Ilhaviess.

Enfin, un télégramme officiel de Pétrograd, daté du 16 février, notifie le succès définitif de nos valeureux alliés : « La ville d'Erzeroum a été prise par les Russes. »

Faut-il prendre l'offensive dans les Balkans ?

L'expédition de Salonique eut pour premier objet de porter secours à la Serbie. Faute de moyens suffisants, l'entreprise, d'ailleurs trop tardive, échoua.

Notre gouvernement estima que, une fois dans les Balkans, nous devions y rester. Il réussit à faire partager son opinion aux Anglais qui nous y renforcèrent. Il exposa aussi ses raisons devant les grandes commissions parlementaires, tandis qu'il lui parut inopportun de les divulguer au public.

Cette thèse du silence à aujourd'hui de nombreux contradicteurs ; indiscutable à propos des opérations, elle l'est moins à l'égard des tractations diplomatiques. J'imagine qu'il y aurait même avantage à circonscrire les discussions de la presse dans le champ des réalités plutôt que de les laisser s'égarer dans celui des hypothèses.

Heureusement, notre premier ministre a eu une conversation avec un rédacteur du Giornale d'Italia. Et, par le Temps du 16 février qui nous la rapporte, nous connaissons enfin ces raisons ; c'est « la résolution de faire de Salonique une base d'opérations et un front nouveau ».

« Le couloir balkanique, aurait encore dit M. Briand, est changé en un nouveau front de bataille, dans lequel l'Allemagne et ses alliés sont obligés de tenir engagées de grandes forces. »

Ceci me paraît contestable. Les forces allemandes et autrichiennes, qu'on ne peut d'ailleurs dénombrer exactement, en observation sur le Vardar, sont autrement moins nombreuses que les nôtres acculées à Salonique. Quant aux Bulgares, l'occupation de la Serbie et la conquête de l'Albanie les intéressent davantage, pour le moment, que l'attaque de notre camp retranché.

A la vérité, c'est nous, au contraire, qui avons été obligés, par un ennemi dont nous avons fait le jeu, à engager là-bas de grandes forces.

« Salonique, ajoute-t-on, est une épine dans les flancs de la marche triomphale de l'Allemagne sur Constantinople. » On me permettra de rester sceptique à l'idée d'une action de flanc que nous avons commencé par nous interdire en faisant sauter les ponts situés sur la seule ligne de communication susceptible de desservir une offensive ultérieure.

Cependant, cette offensive, je l'entends réclamer avec insistance :

« Notre base d'opérations doit être aujourd'hui suffisamment solide pour que nous puissions prendre une attitude moins passive, et que, comme l'annonce le Daily Mail, les 250.000 alliés bousculent les 120.000 Bulgares qui sont en train de les bloquer. Si nous attendions encore trop longtemps, non seulement les défenses que les Bulgares creusent à la frontière coûteraient fort cher à enlever, mais ceux-ci pourraient être rejoints par les Autrichiens de Kowess, et il n'est pas besoin d'être grand stratège pour comprendre l'avantage qu'on s'assure en attaquant l'ennemi lorsqu'il est encore dispersé. » (Temps du 14 février.)

« Nous sommes assez forts à Salonique pour sortir de notre situation inexpugnable et faire autre chose qu'at-

tendre une attaque qui ne viendra pas. » (Temps du 15 février.)

Certes, le haut commandement ne se laisse pas influencer par les discussions des stratèges en chambre, pas plus qu'il ne leur fait connaître ses projets. Mais il n'en est pas de même du public ; et celui-ci, à force d'entendre préconiser une opération, peut la considérer comme possible et désirable. Persuadé qu'elle doit se faire, il s'inquiète et se démoralise si elle tarde.

C'est donc un devoir, pour ceux qui l'entretiennent des choses de la guerre, de lui présenter, tels qu'ils les aperçoivent, les inconvénients ou les impossibilités d'une manœuvre séduisante au premier abord.

Or, en admettant même que nous possédions la supériorité d'effectifs et de matériel indispensable — ce qui n'est pas — nous serions exposés à perdre rapidement cette supériorité, en face d'un ennemi plus facile à ravitailler par voie de terre, que nous par voie de mer.

Une seule bataille, je l'ai déjà dit, épuiserait toutes nos munitions.

Si nous parvenions à progresser, au début, à la suite d'une affaire heureuse, nous allongions dangereusement une ligne de communication exposée à toutes les entreprises des comitatidjis bulgares, des bandes albanaises, et au revirement soudain d'une neutralité hésitante.

Enfin, sur toutes les voies d'invasion possibles — voie du Vardar, voie de la Struma, voie côtière — les Bulgares, disposant du même temps que nous, n'ont-ils pas eu le loisir de construire des retranchements ? Et pourquoi ces retranchements seraient-ils moins inexpugnables que ceux élevés par nous à Salonique ?

Et quand même nous irions à Sofia ? Nous y rencontrerions-nous avec les Roumains enfin décidés, ou avec les Russes libérés d'un front qui réclame toutes leurs forces et toute leur activité ?

Chimères que tout cela ! Et si, vraiment, certain jour, plus tard, l'ennemi, très usé par ses efforts intempestifs, nous semble enfin vulnérable, malgré ses défenses formidables, ah ! que notre effort se porte donc plutôt contre les retranchements des grands fronts de France et de Russie.

Le succès décisif ne se trouve jamais sur un théâtre secondaire ; permettez-moi de le rappeler, car c'est Napoléon qui l'a dit.

Général Verraux

Les Communiqués

15 heures.

Aucun événement important à signaler au cours de la nuit.

En Champagne, nous avons repris à la grenade quelques boyaux à l'est de la route de Tahure à Somme-Py.

23 heures.

En Artois, aux abords de la route de Lille, nous avons fait jouer un camouflet qui a bouleversé les travaux de mines de l'ennemi.

Tirs de notre artillerie sur des convois de ravitaillement au nord de Tracy-le-Val, est de l'Oise, et dans la région de Berry-au-Bac, vallée de l'Aisne.

Au sud-est de Saint-Mihiel, bombardement des organisations ennemies en forêt d'Apremont.

Rien à signaler sur le reste du front.

L'armée serbe est sauvée

Le Président de la République a reçu de S. M. l'empereur de Russie le télégramme ci-après :

G. G. G. russe, le 15 février.

Son Excellence Monsieur Raymond Poincaré, Président de la République française, Paris.

Je viens de recevoir la nouvelle que l'armée serbe se trouve à l'abri de tout danger, grâce aux efforts du gouvernement français. Il me tient à cœur de vous adresser, Monsieur le Président, mes félicitations les plus chaleureuses de l'aide que la France a généreusement accordée à nos vaillants alliés si cruellement éprouvés au cours de leur lutte héroïque contre l'ennemi commun.

NICOLAS.

Le Président a répondu en ces termes :

Paris, le 16 février.

Sa Majesté l'Empereur de Russie, grand quartier général russe.

Notre mission militaire et notre marine, qui, d'accord avec les autorités navales anglaises et italiennes, ont réalisé, malgré de grandes difficultés, le complet sauvetage de l'armée serbe, seront très sensibles aux félicitations de Votre Majesté. La France est fière d'avoir contribué à conserver intactes les vaillantes troupes qui ont dû céder momentanément à la supériorité du nombre et qui coopéreront avec les Alliés à la libération de leur patrie.

RAYMOND POINCARÉ

Raemaekers chez ses compatriotes

Les membres de la colonie hollandaise de Paris ont fêté, hier après-midi, leur compatriote Raemaekers, à qui ils ont remis un bronze et un album contenant les signatures des souscripteurs. Plusieurs discours ont été prononcés.

Au nom des Néerlandais engagés volontaires dans l'armée française, M. Bouteijer — qui était entouré d'une délégation de ces braves venus des tranchées ou amenés de l'hôpital du Pré-Catelan — a salué en termes chaleureux l'artiste hollandais qui se rendra dans quelques jours sur le front où il a été autorisé à faire des dessins.

MORS D'ŒUVRE

L'AUTRE POISON

Une fois de plus, on vient de discuter en haut lieu la question de la reprise des courses de chevaux.

Une fois de plus, on vient de décider qu'en temps de guerre, les courses de chevaux ne sont pas indispensables au bonheur des Français ni à l'honneur de la France.

En Angleterre, où les courses de chevaux, paradoxalement, sont faites pour les chevaux, nos alliés sont arrivés à la même conclusion, pour cette raison que les bipèdes et quadrupèdes formant le personnel ordinaire de ces manifestations sportives sont censés avoir trouvé sur d'autres champs l'occasion de plus méritoires exploits.

En France, les courses de chevaux sont faites pour alimenter une cagnotte et pour satisfaire un vice. Ceux qui ignorent les hippodromes confondent les courses et le pari mutuel. Ceux qui fréquentent les champs de courses ont leur horizon limité par les petites baraques où s'élabore mystérieusement l'amélioration de la race chevaline... Ad augusta per angusta.

Aussi a-t-on jugé impossible de réorganiser l'institution des courses, excellente dans son principe, sans la collaboration du pari mutuel, désastreux dans ses effets. Or, le pari mutuel, aujourd'hui, serait un scandale.

Aujourd'hui et demain...

La guerre a servi du moins à épurer nos mœurs. Un bel effort a été fait contre la pornographie, mal apparent qui servait à calomnier Paris, et contre l'alcoolisme, mal réel dont souffrait toute la France.

Le pari mutuel clandestin, conjointement avec l'alcool, était une des attractions du bistro ; le pari mutuel officiel, sur les hippodromes, drainait les poches de l'ouvrier, de l'employé, du petit rentier, mettait des familles entières sur la paille, aboutissait, à des résultats éloquentement exposés par des moralistes qu'en temps de paix on trouvait fort ridicules.

Mais la guerre a eu cet effet de remettre à la mode les moralistes et de nous faire sentir la nécessité d'une discipline morale. Et c'est pourquoi la question se pose ainsi : l'Etat, qui proscribit l'alcool, pourra-t-il décentement, après la guerre, continuer à tenir un tripot ?

ZETTE.

Histoire fantastique

En août dernier, M. G..., directeur d'un important garage de Genève, « aurait » reçu, de la part de l'aviation militaire française, une demande de 5.000 bougies Bosch (marque allemande, comme son nom l'indique surabondamment).

Il « aurait » fait dactylographier la lettre de l'administration française et l'« aurait » communiquée à la maison Bosch, qui « aurait » répondu dans le sens suivant : « Nous voulons bien livrer les 5.000 bougies, mais nous demandons en paiement 25 kilos de fils de platine. » Notre aéronautique « aurait » accepté cette transaction.

Et cette incroyable histoire « aurait » beaucoup de chances d'être exacte.

Questions qui ne figurent pas à l'« Officiel »

1° Pourquoi le passage de Châtillon est-il, le soir, l'endroit le plus brillamment éclairé de tout Paris (9 manchons incandescents sur 9 becs de gaz : unanimité, record) ? Est-ce pour que le prochain point de chute de la prochaine bombe expédiée par le prochain zeppelin tombe au ... ter de la rue d'Alsia ? Ou bien par ce principe que (le passage de Châtillon étant le moins passager des passages) une voie doit être d'autant plus éclairée qu'il y a moins d'accidents à craindre ?

2° Pourquoi les lettres distribuées par les facteurs ne portent-elles plus jamais le timbre de distribution, de telle sorte que les réclamations, jusqu'à présent illusoires, sont maintenant impossibles ?

3° Pourquoi, à l'école de filles du XIV^e arrondissement, enseigne-t-on aux jeunes élèves qu'elles ne doivent avoir au-

cune haine pour les Allemands, et dépasser-t-on ainsi dans une institution laïque les bornes de la charité chrétienne ?

4° Pourquoi, après la chaire de pantomime, ne crée-t-on pas au Conservatoire une chaire de guignol ? N'y a-t-il donc plus de professeurs à démobiliser ?

5° Si on obligeait les députés à se taire enfin, la crise du papier ne serait-elle pas simplifiée par la suppression des dix-huit pages de questions saugrenues qui figurent chaque jour au Journal officiel et absorbent le temps précieux du plus occupé de nos ministres ?

La poste est surchargée (Suite)

Une de nos lectrices recevait dernièrement un avis n° 505 de la poste de Nice, la priant de passer au bureau de l'avenue de la Gare pour retirer un colis adressé à un militaire du front, « ce colis contenant du liquide ».

Cette dame se rendit à la poste, où on lui présenta une boîte de fer blanc soudée qu'elle avait déposée quelques jours auparavant à l'adresse de son mari, engagé volontaire dans un régiment d'artillerie de montagne.

— Mais c'est une boîte de conserves d'artichauts ! dit-elle. C'est d'ailleurs écrit sur le couvercle !

— Nous n'avons aucune raison de tenir pour exact ce qui est écrit sur le couvercle, lui répondit l'employé. Rien ne nous prouve qu'il n'y ait pas d'alcool à l'intérieur.

La dame dut ouvrir la boîte et mettre au jour les fonds d'artichauts. L'employé regarda, flaira, puis déclara :

— En effet, ce sont des fonds d'artichauts. Vous pouvez refermer.

Les conserves, bien entendu, ont été perdues pour l'expédition et pour le destinataire... Et la dame n'a pas jugé utile d'envoyer une nouvelle boîte qui aurait pu, pour les mêmes raisons, éveiller les mêmes défiances chez le même employé. Car rien ne prouve, etc...

Qui souvient se pèse...

La Neue Zürcher Post publie le tableau des observations faites dans un camp de prisonniers russes et affirme que, dans l'espace de onze semaines, le poids moyen des prisonniers s'est élevé de 4 kilogrammes.

Mais ce journal oublie d'ajouter que ce ne sont pas les mêmes ; depuis onze semaines, le personnel des prisonniers a été entièrement renouvelé. Ceux qui ont été pesés d'abord se trouvaient depuis plusieurs mois en Allemagne ; ceux qui viennent d'être pesés arrivent du front russe.

Ceci n'est donc pas une réclame pour la cuisine allemande.

Gaz asphyxiants

La direction du service de santé a organisé dans tous les régiments du camp retranché de Paris des conférences sur les gaz asphyxiants de toutes sortes employés par l'ennemi.

Ces conférences sont suivies d'expériences pratiques. Le conférencier s'enferme dans une pièce avec tous ses auditeurs et se soumet avec eux à toute la série des gaz asphyxiants.

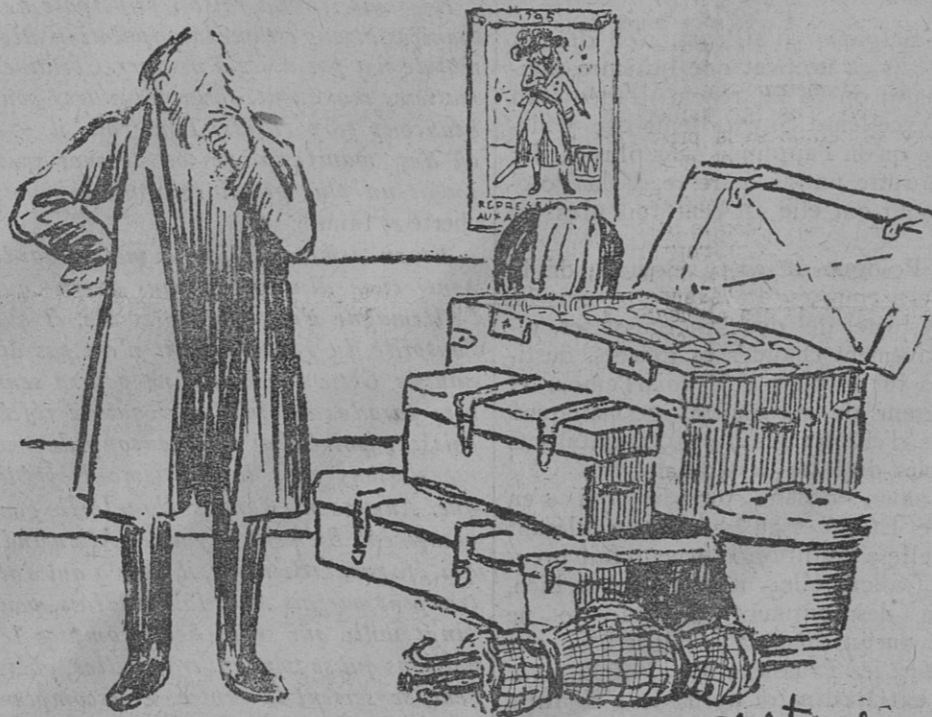
Il est certain que ceux des auditeurs qui survivent à ces expériences scientifiques et récréatives peuvent sans danger affronter les vapeurs délétères émises par les Boches.

PUNITION LEVÉE

L'Agence Fourmier avait été suspendue jeudi dernier par la censure. Nous apprenons avec plaisir qu'elle a été autorisée hier à reprendre sa publication. En annonçant la nouvelle à ses abonnés, la direction de l'Agence déclare qu'elle ne peut, pour le moment, s'expliquer sur les raisons qui ont motivé sa suspension.

Montrez l'« Œuvre » à votre voisin

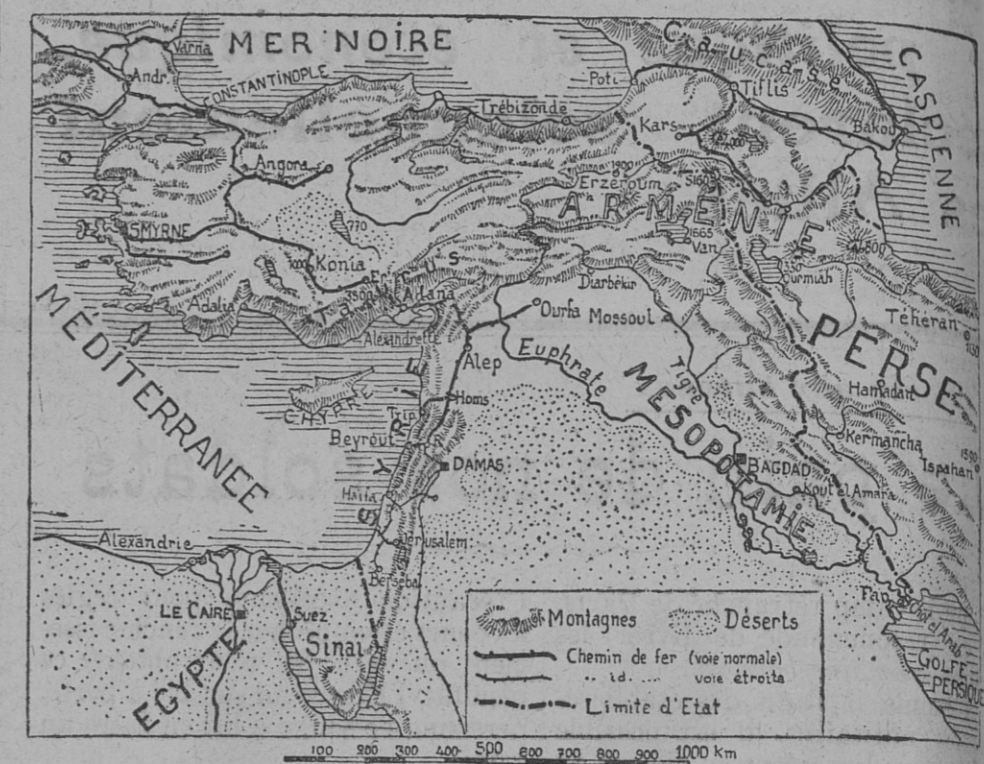
Monsieur le Député part pour le front



— Voyons !... n'ai-je rien oublié ?...

Réalités géographiques

L'Échiquier oriental



Rien ne justifie mieux la comparaison classique avec le jeu d'échecs que la guerre telle qu'elle se présente sur le théâtre oriental, des Balkans à l'Egypte et aux abords de l'Inde.

Tandis que, dans notre vieille Europe, l'immobilité des fronts semble définitive, les conceptions stratégiques les plus audacieuses paraissent réalisables là-bas. Sans même se réaliser, elles se contrebalancent et la lutte prend le caractère abstrait d'un véritable jeu. A la menace turque sur l'Egypte répond l'avancée anglaise sur Bagdad, mise en échec à Clésiphon. L'écrasement de la colonne Townsend aurait pu être consommé si les Russes n'avaient atteint les portes d'Erzeroum, sans toutefois y entrer encore. Les hésitations des Anglais viennent en partie de leurs inquiétudes pour la Perse, où les intrigues allemandes sont heureusement contenues par les Russes. Ils ont fini par reconnaître que la clef de l'Asie était dans les Balkans et que les coups joués dans ce coin de l'échiquier pouvaient être décisifs pour la partie engagée. Après avoir laissé l'ennemi leur enlever, en écrasant la Serbie et le Montenegro, leurs deux cavaliers, il a suffi aux Alliés de placer délibérément une tour sur la case Salonique pour arrêter l'échec à l'Egypte et à la Mésopotamie...

S'il est difficile à nos dirigeants de se retrouver dans les combinaisons de l'échiquier oriental, de décider à temps la parade aux coups de l'adversaire, comment le public pourrait-il suivre une partie aussi compliquée ?

S'en désintéresser serait pourtant pueril. Ne nous dissimulons pas que le tour pris par les événements de ce côté influera non seulement sur la guerre elle-même, mais peut-être plus encore sur les suites de la guerre, dont il serait bon de nous préoccuper dès à présent. Les Boches ne seront réellement vaincus, au point de vue économique aussi bien qu'au point de vue militaire, que s'ils sont battus sur le théâtre de leurs ambitions orientales.

Essayons donc de regarder de plus près l'échiquier où se joue cette partie. Pour aujourd'hui, nous nous contenterons d'en faire le tour, d'en mesurer les dimensions. Ne croyez pas que ce soit une précaution inutile. De toutes les réalités géographiques, celle-ci est peut-être celle qu'on oublie le plus facilement. N'est-ce pas en Allemagne même que des policiers avides avaient évalué la surface coloniale de la Babylonie en millions d'hectares ?...

Jetez les yeux sur cette petite carte, qui contient tous les éléments du problème.

L'axe des visées allemandes est, comme chacun le sait, la ligne Bosphore-Golfe Persique. Mesurez-la avec l'échelle placée en bas de la carte. En ligne droite, c'est 2.200 kilomètres, soit autant que de Calais à Constantinople.

Pour arriver au canal de Suez, nous comptons 1.500 kilomètres, en passant par le golfe d'Alexandrette, soit autant que de Paris à l'extrémité de la botte italienne.

Prenez aussi les dimensions de l'Asie-Mineure (tout un monde où se heurtent les ambitions au moment de la paix, si nous ne prenons pas la précaution d'y planter des jalons). De Smyrne à Trébizonde, c'est 1.200 kilomètres en ligne droite, c'est-à-dire la distance de Paris à Naples ; à peu près autant d'Erzeroum à Constantinople. La côte de la mer Noire, le long de laquelle circulent incessamment les convois turcs que les torpilleurs russes ont coulés par centaines, mesure 1.000 kilomètres, cent de plus que la ligne Marseille-Tunis.

L'isthme persan entre la Caspienne et le Golfe Persique ou la plaine de Bagdad a de 600 à 800 kilomètres. Bagdad même est à 500 kilomètres de l'embouchure du Chott el Arab.

Si vous voulez réaliser véritablement ces dimensions, ne vous contentez pas de les comparer aux mêmes longueurs dans notre vieille Europe. Posez sur la carte les montagnes ; festons de chaînes plissées encadrant les plateaux de

l'Asie-Mineure et de la Perse ; hautes terres de l'Arménie formées par l'empilement des laves sorties des entrailles de la terre au point où se croisent ces plissements ; bourrelet du Liban bordant la côte syrienne. Inscrivez les cotes significatives des sommets, dépassant 4.000 mètres en Arménie, 3.000 dans le Taurus. Marquez l'extension des déserts dans l'espace blanc des plaines. Enfin, complétez l'image en traçant les quelques voies ferrées.

L'offensive russe paraît se rire des montagnes arméniennes. Nous verrons qu'en réalité elle s'y meut bien difficilement et n'aurait probablement même pas atteint Erzeroum sans le secours des chemins de fer du Caucase poussés jusqu'à la frontière. Le désert sépare, comme deux cases de l'échiquier sans communication directe, la Syrie et la Mésopotamie. L'obstacle du Taurus n'est point vaincu et la charnière des deux points dirigés vers Suez et Bagdad n'est pas encore ajustée.

Les obstacles naturels et l'insuffisance des moyens de transport rendent les dimensions de l'échiquier oriental dix fois plus grandes que celles indiquées par l'échelle. Les coups tentés y demandent de longues préparations.

Dans ces conditions, la menace à l'Egypte peut-elle être considérée comme sérieuse ? La Mésopotamie peut-elle voir arriver des forces allemandes importantes ? De quel poids peut peser la poussée des Russes vers Erzeroum et leur avancée à travers la Perse jusqu'à Hamadan ?

C'est ce que nous essaierons d'examiner à la lumière des faits géographiques.

François Lebon

SCÈNES DE LA VIE PUBLIQUE à Berlin

En attendant mon train...

En attendant un train, je lis le journal dans un café d'Alexander Platz.

A peine ai-je commencé, qu'on crie à mes oreilles : « Cartes postales illustrées ! Trois pour 10 pfennigs... » Je regarde et c'est un garçon d'environ neuf ans. « Merci mon petit ! » J'ai lu deux lignes, quand j'entends : « Voulez-vous des lacets ? Achez-les-m'en une paire, dites, monsieur ! » Je regarde : c'est une fillette d'environ douze ans ; elle a les pieds dans des savates ; il pleut dans la rue. Le visage de la fillette est si fêlé, si vieux que j'ai suis effrayé : « Merci mon enfant, je n'ai vraiment pas besoin. » — « Oh ! monsieur, rien qu'une paire ! » Et l'enfant me regarde d'un air suppliant...

J'ai à peine reporté les yeux sur le journal que j'entends : « Des allumettes, cinq pfennigs la boîte ! » Un bambin de sept ans au plus est devant moi et, derrière lui, une femme pâle, encore jeune et qui se balance près de défaillir. Je prends une boîte et je n'ai pas encore retrouvé la suite de ma lecture, quand on crie : « Boutons de col, briquets ! » C'est un jeune garçon qui conduit un aveugle. Et la foule des enfants se déroule ainsi sans interruption à travers la place.

En sortant, je demande à un petit garçon : « Où est ton père ? » — « Papa, est à la guerre ! » Je ne sais pas s'il dit la vérité, mais une idée me reste dans la tête qu'est-ce que les pères diront quand ils retrouveront leurs enfants ? Il y a une partie de l'avenir de l'Allemagne qui est en danger ici, tandis que les pères se baladent pour cet avenir de l'Allemagne à bas.

(Extrait du Vorwärts de Berlin.)

SLUI ET VENT

Une dépêche de Remiremont annonce que la pluie qui tombe depuis trente heures accélère la fonte des neiges sur les sommets des Vosges.

De Chambéry on télégraphie qu'un ouragan qui a sévi la nuit dernière, a torrent la Leyse a rompu ses digues, en aval de Chambéry et, se répandant dans la plaine, a coupé les routes et intercepté ainsi les communications.

L'inondation continue à s'étendre.

Les ingénieurs des ponts et chaussées sont sur les lieux pour prendre les mesures nécessaires.

DERNIÈRES NOUVELLES

A MONASTIR

Monastir est occupé par les Allemands et les Bulgares : vous le savez. Mais combien d'Allemands et de Bulgares sont concentrés à Monastir ? Vous ne le savez pas. J'ajouterais que si vous prenez connaissance des trois dépêches transmises hier aux journaux de Paris sur cette affaire, vous le saurez encore moins.

Première dépêche. — Salonique, 15 février. Des concentrations sérieuses d'Allemands sont signalées à Monastir.

Deuxième dépêche. — Salonique, 15 février. Selon une information de bonne source, de Monastir, les forces ennemies dans cette région ne dépassent pas 10.000 hommes, dont 3.000 Allemands, le reste Bulgares.

Troisième dépêche. — Genève, 16 février. Le maréchal de Mackensen est arrivé à Monastir avec son état-major. Il a passé en revue de nombreuses troupes allemandes.

Ainsi les « concentrations sérieuses » de la dépêche numéro 1, ne sont plus sérieuses à la dépêche numéro 2, mais à la dépêche numéro 3, sans doute à cause de l'arrivée de Mackensen, elles prennent leur gravité : l'humeur de ces concentrations est instable.

Dans ces derniers temps, les dépêches de Bucarest, ou plutôt dites de Bucarest, ont été fortement discréditées par les entreprises de l'information délicate ; aussi les journaux n'ont-ils presque plus imprimé en tête d'un télégramme : « On mande de Bucarest... »

Mais pour peu qu'on nous retienne souvent des séries pareilles à celle des « concentrations sérieuses » de Monastir, la défiance se généralisera vite, et c'est alors que le Taisez-vous, méfiez-vous, aura son application utile. Méfiez-vous sera pour ceux qui reçoivent les dépêches ; Taisez-vous, pour ceux qui les lancent. — ACHILLE PLISTA.

La Grèce et les Alliés

Conciliant et amical, M. Skouloudis affirme sa confiance en nous

Athènes, 16 février. — M. Skouloudis, président du conseil, répondant à la Chambre à M. Socoli, député de Corfou, qui protestait contre la présence des Italiens à Corfou, dit :

« Il n'est pas vrai que le gouvernement hellénique ait consenti au débarquement des Italiens à Corfou ; il a protesté. « Nous possédons l'affirmation officielle que l'intégrité de l'Etat sera respectée, car, quand la raison qui a amené la présence des troupes alliées à Corfou aura disparu, l'île sera restituée à la Grèce. Je puis tranquillement non seulement les craintes exprimées par M. Socoli au sujet de Corfou, mais aussi celles de la Chambre et de la nation entière. (Applaudissements). »

« La force militaire que l'Italie enverra à Corfou ne dépassera pas cinquante carabiniers dont le but est de représenter la coopération de l'Italie dans les opérations de l'Unité. »

« L'Italie a annoncé que, conformément à la note du 10 janvier des quatre alliés, annonçant leur intention de transférer à Corfou les troupes serbes et dans l'esprit même de la susdite note, elle enverrait également des soldats pour accompagner les troupes monténégrines transférées à Corfou. Le gouvernement hellénique a protesté. »

« Hier, le gouvernement a été informé qu'avant-hier vingt carabiniers avec un officier, ancien attaché militaire à la légation italienne d'Athènes, ont débarqué à Corfou. On ignore si le nombre de carabiniers sera de cinquante, chiffre que le gouvernement italien a consenti à envoyer : il n'est pas improbable que le nombre de carabiniers se limitera à vingt, mais je ne puis pas l'affirmer. »

« Je répète que les assurances qu'ont données les puissances alliées sont très claires et catégoriques ; elles affirment qu'aucun soldat n'aura pour but de justifier la présence des Alliés à Corfou, ceux-ci quitteront tous l'île en même temps. »

LA ROUMANIE RÉSISTE AU CHANTAGE

Londres, 16 février. — On mande de Bucarest au Times que la pression allemande sur le gouvernement roumain semble être écartée, pour le moment du moins.

Le seul résultat que les Allemands ont obtenu a été un accord entre M. Bratianu, président du conseil, et les interventionnistes pour empêcher l'arrivée au pouvoir d'un ministère présidé par M. Marghiloman, lequel est nettement germanophile, et dont la venue essayait vainement de faire annuler la vente de grain roumain au gouvernement anglais.

UN ZEPPELIN EN DETRESSE

Copenhague, 16 février. — Le zeppelin L.20, en détresse dans la mer du Nord, a été aperçu au-dessus des îles danoises ; l'aéronaut volait extrêmement bas et lentement par suite d'avaries aux moteurs, il s'efforçait visiblement de regagner sa base ; l'avant était dirigé vers le sud, probablement Helligoland, mais il était impuissant à lutter contre la violence du vent, et il était entraîné par ce dernier : on le vit s'éloigner vers l'est où il finit par disparaître dans le brouillard. Plus tard, des navires danois l'aperçurent allant à la dérive.

LA SUISSE RESTREINT

LA COMPÉTENCE DES COLONELS

Berne, 16 février. — Dans sa séance d'aujourd'hui, le Conseil Fédéral a discuté le projet concernant le transfert des entreprises de transport (chemins de fer) à l'administration civile. Il reste encore à régler quelques questions secondaires.

AUTOUR DE SALONIQUE

Bruits d'offensive des Alliés

Genève, 16 février. — Les journaux allemands se font télégraphier par leurs correspondants des Balkans que les puissances de l'Entente seraient décidées à prendre l'offensive à Salonique.

L'occupation d'une partie de la rive occidentale du Vardar serait le premier pas de l'offensive contre Monastir.

Salonique, 15 février. — Des reconnaissances françaises se sont avancées à Yenitza et sur le Vardar. Un taube ayant arboré les couleurs des Alliés a tenté de voler hier au-dessus des lignes anglaises, mais les Anglais ont compris la supercherie et ont canonné l'avion ennemi qui s'est retiré.

Les attentats aux Etats-Unis

Vingt-deux vapeurs détruits par le feu

New-York, 16 février. — Les vapeurs Bolton Castle et Pacific, appartenant à la ligne Castle, une vingtaine de petits vapeurs et environ 900 pieds de la jetée de Brooklyn ont été détruits par un incendie, dû, croit-on, à la malveillance.

Le feu éclata au quai où les vapeurs se trouvaient ancrés et embarquaient des marchandises destinées à Vladivostok.

La rapidité de l'incendie et l'explosion des chaudières forcèrent une centaine d'hommes à sauter par dessus bord.

Vingt-cinq hommes du Bolton Castle manquent.

Les pertes dépassent un million de dollars.

L'incendie d'Ottawa

reconnu acte criminel

Ottawa, 16 février. — Dans l'enquête ouverte sur l'origine de l'incendie qui a détruit le Parlement canadien, le chef de la police entendu comme témoin a déclaré qu'à son avis le sinistre avait une origine criminelle.

La même opinion a été soutenue par le sénateur M. Sproule, speaker des communes pendant la précédente session.

M. Sproule a déclaré qu'étant speaker, il avait reçu un avis qui le prévenait du danger ; il avait aussitôt donné des ordres pour qu'une surveillance plus étroite fût exercée sur les bâtiments du Parlement et pour que des mesures efficaces fussent prises contre l'incendie, mais ses ordres ne furent pas exécutés.

Le cardinal Mercier

se prépare des ennuis

La fameuse lettre des évêques de Belgique aux évêques allemands n'avait jamais été publiée. On suppose même qu'elle n'est point parvenue à son adresse, car l'archevêque de Cologne, à qui elle fut remise, est soupçonné d'avoir docilement obéi à son gouvernement qui l'invita à la lui passer, à lui et non aux évêques. Or, elle vient d'être publiée à Rome, et une dépêche nous apprend que les Allemands rendent le cardinal Mercier responsable de la publication.

Berne, 16 février. — La Gazette de Cologne de mardi s'exprime avec une colère non dissimulée sur la publication de la lettre des évêques belges à Rome :

Cette édition italienne de la lettre des évêques belges aux évêques allemands, dit-elle, n'est pas un hasard. La lettre paraît au moment où le cardinal Mercier est à Rome. Il n'avait sans doute pas pour seul but de son voyage d'aller voir le pape. Il voulait aussi réchauffer le zèle belliqueux de l'Italie en suscitant la pitié en faveur de la Belgique.

« La lettre, d'ailleurs, n'aurait jamais dû être publiée, étant donné son caractère privé et confidentiel ; mais elle était bien plus destinée à surexciter l'opinion publique qu'à inviter les évêques allemands à une recherche sérieuse de la vérité. Il serait naïf de croire que l'effet produit par son œuvre n'ait pas été souhaité par Son Eminence l'auteur ! »

Rome, 16 février. — Le cardinal Mercier a été reçu hier soir par le pape ; l'audience a duré une heure.

La crise du socialisme allemand

Berne, 16 février. — D'après le Lokalanzeiger, le député Bernstein, qui représente Breslau, avait été invité par ses électeurs à s'expliquer sur ses votes. Il a décliné l'invitation. L'Assemblée, par 600 voix contre 11, l'a blâmé d'avoir refusé les crédits de guerre et a déclaré qu'il fallait donner au gouvernement les moyens de poursuivre la lutte contre l'ennemi qui refuse de faire la paix.

[On aurait tort de faire fond sur la fraction dissidente du socialisme allemand. Mais cette assemblée de 611 citoyens, dans une ville de 300.000 âmes, ne paraît pas être l'interprète qualifié du sentiment général.]

VAPEURS COULES

Londres, 16 février. — Le Lloyd annonce que le vapeur Tergestea a été coulé. L'équipage a été sauvé.

Londres, 16 février. — Le Lloyd annonce que le vapeur Konkon Maru n° 11, de 3.522 tonnes, qui se rendait de Marseille à Baltimore, a coulé dans l'Atlantique, après avoir passé le détroit de Gibraltar.

L'équipage a débarqué à Plymouth hier.

CE QUE LA TURQUIE

COUTE A L'ALLEMAGNE

Amsterdam, 16 février. — Un télégramme de Constantinople annonce que selon le rapport de la commission de la Chambre, les puissances centrales ont avancé 21.613.816 livres turques au gouvernement turc, depuis le commencement de la guerre.

Efforts infructueux des Autrichiens

Communiqué italien

Rome, 16 février. — Dans la zone de Tofana (Haute Boite), notre artillerie a tiré avec une visible efficacité contre des groupes de troupes ennemies et des emplacements de mitrailleuses.

Dans la vallée de Seebach (Gailitz), l'activité de nos détachements a provoqué de vives alarmes dans les lignes autrichiennes.

Dans la zone de Rombon (bassin de Plezzo), l'ennemi a tenté hier matin une nouvelle attaque contre nos positions, mais il a été promptement repoussé.

Des avions ennemis ont lancé quelques bombes sur des lieux habités dans la plaine entre Natissone et Isonzo. Il n'y a aucune victime ; les dégâts sont peu importants.

Signé : CADORNA.

Entre complices

Toasts à Schenbrunn

Les dépêches de Genève donnent le texte des toasts échangés entre François-Joseph et Ferdinand le Désonoré, qui se trouve en ce moment à Vienne. Rien à dire de ces deux pièces, sinon qu'elles contiennent les blasphèmes habituels du nom du Tout-Puissant. En outre, Ferdinand a l'effronterie de se vanter de « combattre pour la liberté du monde ».

Les crocodiles font du sentiment

Zurich, 16 février. — La Norddeutsche Zeitung dit que l'Association turco-allemande a réuni une somme de quinze cent mille marks pour construire à Constantinople, sur le plus bel emplacement de Stamboul un édifice qui sera appelé la Maison Allemande et où seront réunies toutes les manifestations de l'activité allemande dans tous les domaines. Talaat a déjà baptisé cette maison la Maison de l'Amitié, en turc : Dostluk Jurdu. Il est également question de construire une Maison turque à Berlin.

[Si « toutes les manifestations de l'activité allemande dans tous les domaines » sont consciencieusement figurées, le « domaine » du crime avec outillage complet et silhouettes en cire, fera oublier tous les Musées Tussaud de l'univers.]

BELGE CONDAMNÉ ET EXECUTE

Berne, 16 février. — Une information de Bruxelles à la Gazette Populaire de Cologne du 14 février donne des détails sur la condamnation à mort de Louis Pril, accusé d'avoir assassiné, dans la nuit du 6 au 7 février, un journaliste à la solde de l'Allemagne. Pril a eu pour complice un jeune homme de 19 ans, Maurice Leclerc, qui a été condamné à dix ans de détention. Le père de Maurice Leclerc, qui semble avoir joué un rôle dans l'affaire, et qui a été, d'autre part, en rapports avec miss Cavell, laquelle a aidé plus de vingt Belges en âge de servir, à passer la frontière, a été condamné à 5 ans de détention. La preuve n'a pu être faite que le lieutenant-colonel belge en retraite Bertrancourt, par ailleurs adversaire résolu des Allemands, ait trempé dans l'affaire. Pril a été exécuté le 11 février au matin.

AU « JOURNAL OFFICIEL »

Le Journal officiel publie ce matin :

La question des loyers

Justice. — Circulaire sur la procédure à suivre en justice de paix en ce qui touche l'application des décrets sur la prorogation des loyers et sur l'autorisation de continuer les instances.

L'impôt sur le revenu

Finances. — Décret fixant les délais supplémentaires accordés aux contribuables empêchés par suite d'un cas de force majeure de souscrire, en temps utile, la déclaration pour l'impôt général sur le revenu.

L'AFFAIRE KUENTZMANN

Le capitaine Rivière, rapporteur près le troisième conseil de guerre, poursuivant son enquête dans l'affaire Kuentzmann, a entendu, hier, le prévêtu sur les trois points principaux de la déposition de l'abbé Wetterlé. Malheureusement, Kuentzmann, qui du reste n'en fait nullement mystère, lit dans sa cellule de la prison de la Santé tous les journaux et ce qu'ils publient relativement à son affaire. Aussi, hier matin, était-il prêt à répondre aux questions que devait lui adresser le capitaine rapporteur sur les faits ayant rapport à la déposition de l'ancien député d'Alsace-Lorraine.

Kuentzmann, dont l'assurance ne faiblit pas sous le poids des accusations qui s'accroissent journellement contre lui, s'est contenté de nier tous les faits, systématiquement :

Du reste, le capitaine rapporteur rencontre journellement des difficultés dans les interrogatoires des très nombreuses personnalités politiques et littéraires auxquelles il a eu à demander combien elles avaient versé à Kuentzmann pour l'œuvre des Alsaciens-Lorrains.

Cependant, il est certain que Kuentzmann a touché de fortes sommes. Au point où en est l'instruction, il semble bien établi que cet individu est un escroc. Est-il un espion ?

Le capitaine rapporteur a envoyé diverses commissions rogatoires, tant à Paris que sur le front et, si les résultats de ces enquêtes donnent ce qu'elles promettent, il est probable que l'affaire ne tardera pas à s'éclaircir définitivement.

L'« Œuvre » militaire

L'embusqué malgré lui

C'est un gosse qui voulait à tout prix se battre. Il n'avait ni père, ni mère, ni famille. Trois mois avant la guerre, il s'était engagé, à dix-huit ans, aux chasseurs d'Afrique.

Pourquoi les chasseurs d'Afrique ? Parce qu'il y avait de Bled, le Maroc, la chéchia, les belles chevauchées, sabre au clair à la Lasalle... Du moins, il le croyait.

Survient la guerre. Il est dans la joie. Il fait demandes sur demandes pour passer dans l'infanterie. Rien à faire ! On a besoin de bons cavaliers, dont il est, pour le dressage des chevaux canadiens. Enfin, après treize mois d'attente, voilà la grande offensive. Derrière les lignes de Champagne, on masse la cavalerie pour la poursuite probable ; ça va être le grand coup ! Mais, hélas ! la poursuite n'a pas lieu ; on reste là, pied à terre, tandis que le drame se déroule. Le gosse n'y tient plus ; il disparaît, il va rejoindre les fantassins.

Pendant trois jours, il se bat comme un diable, un diable qui aurait un compte partoulier à régler avec le vieux dieu allemand. Il taille dans la Boche, de toute sa juvénile ardeur ; de sa main, il fait trois prisonniers et, content d'avoir enfin réalisé son rêve, il remet sa latte au fourreau et retourne à son corps. Sa réception, vous la voyez d'ici : prévention de conseil de guerre pour désertion.

Evidemment, il a commis une faute grave. Si chacun pouvait quitter son poste pour aller se battre à sa fantaisie, ce serait un joli gâchis ! Mais, espérons que ses juges, devant lesquels il va comparaître dans quelques jours, lui seront indulgents. Ils lui tiendront compte de l'intention ; et puis ils penseront que,

si on avait donné satisfaction à ses légitimes demandes, tout cela ne serait pas arrivé.

Il y a des gens qui trouvent que ce n'est plus du tout commode de se maintenir dans les embuscades de l'arrière. Mais serait-il donc plus difficile encore, dans certaines unités, d'obtenir, quand on en a envie, d'être envoyé aux tranchées ?

Mortimer Mécret

RÉPONSES

A. L. ... — Régulièrement, les contributions auraient le droit de vous poursuivre, mais actuellement, les perceleurs font preuve, pour les débiteurs sincères, et gênés en raison de la guerre, de la plus grande bienveillance. Pour l'allocation, impossible de la toucher ; seules, les femmes ou la famille y ont droit. La solution, c'est d'épouser votre ami.

B. M. 13. — Non, vous ne pouvez invoquer aucun droit spécial. Vous ne pouvez que faire une demande dont le sort dépendra de la bienveillance de vos chefs et des nécessités du service.

Un territorial de Nevers. — Si vous n'êtes pas incorporé, vous ne serez pas contre-visité.

E. A. 128. — Vous deviez repasser une visite le 1^{er} février.

Gordonnier. — Les officiers ont un statut spécial. Et, en effet, les dispositions bienveillantes relatives aux pères de famille nombreuses ne leur sont pas applicables.

Villy 1903. — Il y a une loi en préparation.

Mme Poussière. — Il ne peut rentrer que s'il est rappelé par son administration.

S. D. 1895. — Le 15 mars.

L. G. B. 152. — 1^o Intendance, service des marchés, aux Invalides ; 2^o c'est votre mari qui doit faire sa demande ; 3^o oui, la poste fonctionne toujours.

Classe 1918, Rodez. — Il faut une loi pour décider la révision de votre classe. La date n'en est pas encore fixée.

Les idées qui passent...

Les résultats du voyage de M. Briand

M. Campolunghi (Petit Parisien) escompte, pour un avenir tout prochain, les plus efficaces résultats des conférences franco-italiennes.

Deux conférences vont se réunir à Paris : l'une militaire, l'autre politique. La première, composée des généralissimes alliés, fera le calcul des disponibilités respectives en hommes et en matériel. En ce qui concerne plus particulièrement le matériel, le travail est presque terminé, grâce à la présence à Rome de M. Albert Thomas. Echange de matières premières, de main-d'œuvre et de production, répartition du travail selon les ressources spéciales de chaque peuple, voilà les bases de l'accord déjà intervenu entre le général Dall'Olio et son collègue, M. Albert Thomas. En ce qui concerne les disponibilités en hommes, on doit attendre la réunion militaire de Paris.

Dès que cette réunion sera terminée, les représentants de la Quadruple, convoqués en conférence, connaîtront exactement les forces auxquelles ils peuvent compter pour décider telle ou telle entreprise. Après avoir assuré la sécurité de tous les fronts, la conférence établira des plans concordants, réglera les échanges d'hommes et de matériel, en les facilitant, si besoin était, par des conventions douanières ou fiscales ; elle réalisera en principe que, la guerre étant unique, unique doit être le front, unique l'armée, unique le stock d'armes et de munitions.

M. Clemenceau (Homme enchaîné) est moins enthousiaste :

Grande affaire ! Une conférence des Alliés à Paris, voilà ce que nous rapporte M. Briand. Je ne demande qu'à admirer à mon tour. Cependant, si je considère que nos soldats sont en conférence depuis dix-huit mois avec ces mêmes Allemands à qui l'Italie n'a pas encore déclaré la guerre, j'ai peut-être le droit de me demander ce que nous apporte ce fastueux boniment, sous la forme d'un supplément de concours efficace, qui ne nous fut déjà acquis. C'est la question que s'est posée déjà M. Henry Bérenger.

Et M. Clemenceau, d'accord avec M. Capus, conclut que la conférence doit être « une promesse d'action immédiate, ou alors elle n'est rien ».

M. Albert Thomas, interviewé par l'Humanité sur ses impressions italiennes, explique d'abord que l'Italie « vibre avec tous les Alliés, qu'elle est pour la grande guerre ». Mais un léger regret se mêle à sa joie :

Ah ! pourquoi, dit-il, n'a-t-elle pas un léger mélange de regret ?

Où, je regrette que certains de nos camarades qui sont, pour ainsi dire, les socialistes officiels, demeurent à l'écart de l'âme populaire et n'ont pas bien senti le mouvement profond qui entraîne l'Italie.

Mais bah ! les divergences ne seront que passagères. Elles disparaîtront avec la victoire commune. J'ai espoir que notre camarade Turati rejoindra bientôt nos vieux amis Canopa et Bisolati. Oui, oui, j'ai cet espoir ferme.

Boches de Paris

M. Georges Prade, en son second article du Journal, consacré aux Boches qui ont infesté et infestent encore notre capitale, publie le fac-similé d'une éditante circulaire que la compagnie d'assurances « la Victoria de Berlin », (dont les bureaux étaient situés avenue de l'Opéra) adressa, avant la guerre, à ses clients. Voici le document :

Quant aux obus allemands, s'ils venaient jamais à démolir les immeubles des compagnies d'assurances, ils causeraient à la Victoria un dommage infiniment moindre qu'aux Compagnies françaises.

Ce qui suggère à M. Prade la réflexion suivante :

Où, des Boches ont pu imprimer impunément ces lignes en France ! Ils avaient prévu Arras, Reims, Nancy, et les bombardements des zeppelins. Ils l'avaient même, on peut le dire, annoncé ! Ils peuvent, aujourd'hui, ajouter, après leur souscription de guerre, qu'ils ont tenu à fournir les obus.

« Chevaliers de la joue gauche »

M. Quinon (Gaulois) adresse de justes et virulentes admonitions aux pacifistes honteux qu'il dénomme avec humour les « chevaliers de la joue gauche » :

Ceux dont je parle ici, ce sont les attendris de bonne foi, les doux convaincus qui, entre deux communiqués à gaz asphyxiant et à liqueur enflammée, caressent encore leurs drames fraternelles, ceux qui — appliquant leur chef individualisme de l'état de paix à l'état de guerre, où tout devient collectif — s'ingénient à faire une distinction patante entre le parti militaire allemand, qu'ils maudissent, et la nation allemande, à laquelle ils pardonnent déjà — comme si la solidarité nationale, qui a uni contre nous ces deux forces dans leur attaque, ne devait pas les unir également dans notre haine, et comme si les Allemands, après avoir lourdement profité du prestige de l'Allemagne durant la paix, ne devaient pas par un juste retour, payer tous leur quota-part de son infamie durant la guerre !

De l'Europe française

à l'Europe allemande

M. Dumont-Wilden développe en un bel article de la Revue des Deux-Mondes cette thèse : « Nous ne verrons jamais l'Europe allemande ; s'il y a une quelconque logique dans le développement de la civilisation, nous reverrons l'Europe française. »

La culture française doit reprendre son rang ; le premier.

Non pas que l'Angleterre, la Russie, l'Italie, qui auront la plus large part dans l'établissement du nouveau statut des nations, n'aient pas à jouer un grand rôle dans le développement de l'esprit européen ; mais, pour brillante qu'elle soit, la culture de ces grands pays n'aura jamais le caractère d'universalité de la culture française : elle ne saurait se superposer à la civilisation nationale de petits pays. La pensée slave, à qui nous devons tant de découvertes dans le domaine psychologique, est trop fondamental : l'esprit anglais, dont la qualité fondamentale est de supplémer immédiatement au réel par une sorte d'imagination mystique, envisage surtout, dans le domaine social et moral, la réalité britannique. On chercherait en vain en Italie cette unité intellectuelle et cette puissance de rayonnement que la France doit à son antique rationalisme. Toutes ces civilisations ont leur place dans l'esprit européen, mais la civilisation française seule peut les concilier, y choisir ce qu'elles contiennent d'universel. Si l'esprit européen subsistait après la guerre, c'est à sacrifier de la France que nous le devrions, et quand bien même il ne faudrait compter en aucune manière sur la reconnaissance des peuples, le rôle magnifique et douloureux qu'elle a joué dans le grand drame lui assurerait une situation morale incomparable.

La voix qui meurt

Du Courrier de l'Armée (belge) :

Le 27 janvier 1916, c'est-à-dire il y a quinze jours, les Allemands, qui entendaient enlourer d'éclat la fête du Kaiser, ordonnèrent que Klothe Rosland fût mise en branle et que la ville prit part ainsi aux réjouissances et à l'allégresse tonitruées.

La célèbre cloche bourdonna, mugit tinta ; puis sa grande voix emplit la cité de ses ondes merveilleuses, comme au temps de paix, comme au temps de labeur et de gloire.

Et chacun sursauta : le travailleur laissa choir son outil et écouta, le front dans la main ; la ménagère courut sans pas de sa poêle et préta, étonnée, une oreille inquiète à la grande « joie » qui emplissait le ciel ; puis brusquement — et ceci n'est pas de la légende, mais la vérité pure — les ondes merveilleuses, vibrantes, cessèrent.

La cloche Roland — sous quelle influence prestigieuse, mais occulte, nul ne le sait — s'était tûtée. Sa belle voix d'or s'était fait misérablement, lamentablement, dans des accents étouffés de moribond et d'agonisant.

Etait-ce la mort prochaine du régime d'oppression que son râle subit exprimait ? ou bien, dans un geste de suprême volonté, s'était-elle à mêler les splendeurs et la grâce chevaleresque de son chant aux vociférations aiguës et rognées du plus guttural des envahisseurs ?

Cela, c'est le secret profond des choses — car les choses aussi ont leur secret ; secret que l'homme sonde en vain et que les événements, simplement, dévoilent.

"L'Œuvre" Économique

Encore un tour de vis

Depuis qu'elle existe, l'Œuvre a dénoncé les dangers de la contrebande qui fournit à l'Allemagne les vivres et les matières premières dont le manque amènerait sa ruine. Nous avons montré tour à tour la Suède, la Norvège, le Danemark, la Suisse, la Roumanie, les États-Unis, l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre, la Russie, la France elle-même, ravitaillant la Germanie, et lui permettant ainsi de prolonger sa résistance. Nos ennemis ont gagné cette gageure d'importer, malgré le blocus, tout ce que pouvaient leur fournir leurs voisins alliés, neutres... ou ennemis.

Mais voici qu'enfin l'on s'inquiète en Angleterre comme en France. Les campagnes de presse ont porté leurs fruits, et les gouvernements cèdent à l'opinion publique, c'est-à-dire aux journaux. Malgré les neutres, on va donner au blocus un tour de vis supplémentaire.

Il n'est que temps. La meilleure preuve de l'urgence de cette mesure est l'impression qu'elle a causée en Allemagne. On s'y rend compte de ses graves conséquences. Le capitaine Persius écrit dans le *Berliner Tageblatt* que l'Allemagne ne conserve qu'un faible espoir de voir les pays neutres s'opposer au nouveau blocus anglais : « A l'heure présente, écrit-il, nous ne disposons que tout juste de ce qui nous est nécessaire pour vivre. Le nouveau blocus nous fera donc du mal, mais pas assez cependant pour nous obliger à nous rendre. »

Naturellement ! Mais que cette simple phrase, malgré la formule obligatoire qui la termine, est donc suggestive ! « Le blocus nous fera du mal, mais nous n'obligera pas à capituler. » Le capitaine Persius en est-il aussi certain qu'il affecte de le paraître ?

Le comte de Reventlow déclare de son côté dans la *Deutsche Tageszeitung* : « Nous sommes d'avis que, contrairement à ce que prétendent certains journaux, le renforcement par les Anglais du blocus de l'Allemagne est une mesure dont la mise à exécution ne peut être indifférente à l'Empire et au peuple allemand. A tout point de vue, il serait faux de vouloir se léurrer à ce sujet : le renforcement du blocus constitue le plus fort des artifices anglais... »

Voilà qui est net. Et quel encouragement pour nous que ces lignes dues à des plumes si « autorisées » !

Le renforcement du blocus épouvante certaines âmes timides. « Vous allez à une catastrophe, disent les trembleurs ; jamais les neutres n'admettront que vous les gêniez dans leur commerce. Vous allez faire le jeu de l'Allemagne qui rêve la formation d'une ligue des neutres. Vous serez bien avancés quand cette coalition nouvelle, menée par les pangermanistes suédois, se dressera devant vous ! Et puis, il y a les conventions internationales ! Un des axiomes de ce droit international n'est-il pas que le pavillon neutre couvre la marchandise qui n'est pas contrebande de guerre, même si elle est propriété ennemie ? Les neutres ont, théoriquement, le droit de transporter en Allemagne tout ce qui n'est pas contrebande de guerre ; laissez-les donc faire leur petit commerce. Laissez faire. Laissez passer... »

Nous avons le plus grand respect pour les intérêts de MM. les marchands de cochons de Chicago, pour les petits profits de MM. les regrattiers de Stockholm, Göteborg et autres lieux ; nous serions très heureux de les voir continuer à vendre leur viande de porc et de renne à nos adversaires, si malheureusement ce commerce ne nous était fort préjudiciable. Chaque jour de guerre qui passe nous coûte un bon nombre de millions et de vies humaines ; chaque accroissement de la force allemande, de quelque ordre et de quelque nature qu'il soit, met en péril l'existence de nos alliés et celle de la France elle-même ; des peuples abattus, écrasés sous le joug de la Prusse, attendent hâletants l'heure de la délivrance ; nous savons que le blocus étroit de l'Allemagne hâtera cette heure, nous évitera de longs mois de souffrances, sauvera tant d'entre nous de la ruine et de la mort, et nous hésiterions devant les criarderies de quelques politiciens et de quelques marchands ! En vérité, nous n'imaginons pas que le président Wilson, qui accepta naguère que l'Allemagne noyât des citoyens américains, se batte contre nous pour une question de gros sous.

Nos amis de Suède, de Hollande et de Suisse applaudiront les premiers à nos mesures énergiques ; les germanophiles eux-mêmes en reconnaîtront la nécessité ; nous mettrons dans l'application du nouveau mode de blocus tout le doigté nécessaire, et aux neutres qui protesteront nous demanderont simplement ce que leur eût répondu Bismarck, s'ils étaient venus réclamer de lui l'autorisation de vendre leurs denrées à Paris, le 18 janvier 1871, alors que l'on y mangeait les antilopes et les ours du Jardin d'Acclimatation et que la ration du mélange d'avoine, d'orge et de riz qu'on appelait pain était réduite de 500 à 300 grammes.

André Faure

La Crise des Transports

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

Le Havre, 13 février.

En janvier dernier, nous avons consacré ici les résultats d'une enquête faite au Havre ; nous avions indiqué les causes d'une situation lamentable qui fait de notre grand port un vaste magasin où les marchandises s'accumulent sans qu'on essaye de les écarter.

Il nous avait semblé que des efforts allaient être tentés ; promesse en avait d'ailleurs été faite à la tribune de la Chambre par les organes officiels du gouvernement.

Nous avons voulu voir l'efficacité de ces efforts en nous rendant sur place. Nous voici donc au Havre, sur les quais, à la gare, comme il y a un mois.

Et, comme il y a un mois, la situation est la même ; rien n'a changé, rien n'a été fait. Il y a plus d'encombrement ; les longues files des navires attendant qu'il y ait de la place estompent l'horizon, en rade ; les navires à quai attendent qu'on les décharge, supportant pour chaque jour de retard des surestaries très élevées ; les tentes (magasins) regorgent de marchandises ; la gare ne voit pas plus de wagons qu'avant ; les commerçants se plaignent parce qu'ils ne reçoivent et n'expédient qu'avec les plus grandes difficultés ; des usines de guerre réclament des matières premières.

Le port du Havre reçoit actuellement environ quatre cent mille tonnes par mois ; or, par manque de main-d'œuvre, par pénurie de moyens de transports, il reste, chaque mois, près de cent mille tonnes qu'on ne peut évacuer. Etant donné que l'encombrement dure depuis plusieurs mois, il existe, à l'heure présente, plus de quatre cent mille tonnes de marchandises accumulées. Le stock augmente normalement, et plus on attendra, plus la situation s'aggravera, malgré l'acheminement, par le canal de Tancarville, de péniches qui remontent la Seine.

A la gare de petite vitesse, l'état des choses est tout aussi lamentable. Les marchandises restent en panne ; on ne décharge les wagons arrivés qu'avec beaucoup de retard — ce qui augmente les frais — et on ne charge qu'150 wagons par jour en moyenne, alors qu'il en faudrait pouvoir charger plusieurs centaines.

Des usines de guerre réclament des matières premières ; or, elles existent ; elles sont là, sur les quais ; il n'y a qu'à les prendre et les diriger sur les usines. Des milliers et des milliers de tonnes d'acier et de tonnes de cuivre attendent qu'on les expédie.

Pourquoi ne le fait-on pas ? Le problème est assez simple cependant. Il faudrait une unité de direction dans le port, il faudrait de la main-d'œuvre, des wagons ou d'autres moyens de transport.

L'unité de direction est facile à obtenir. Elle dépend d'une décision du gouvernement. Ministère des Travaux publics et ministère de la Guerre passent leur temps à s'envoyer des notes réciproques. Résultat : perte de temps, manque de décision. Pourquoi ne pas centraliser dans une seule main, au Havre, toute l'autorité nécessaire ? Cette autorité, connaissant les besoins, les difficultés, pourrait, sous sa responsabilité, prendre toutes les décisions utiles, au lieu qu'on soit obligé d'en référer à Rouen ou à Paris.

Il y a manque de main-d'œuvre. Mais on peut en trouver. Il serait tout à fait normal qu'on utilisât les prisonniers allemands au déchargement des navires. Il y a déjà des prisonniers au Havre. On doit augmenter leur nombre. Mais — là encore — il ne faudrait pas que l'autorité supérieure y mit des entraves absolument scandaleuses, émettant des prétentions injustifiables et ridicules. Nous ne voulons pas préciser ; mais, au Havre, on sait par quelle incurie l'administration retarde l'emploi d'une main-d'œuvre cependant indispensable.

Notre administration ne se corrigera décidément pas. Elle reste fermée obstinément aux nécessités actuelles. Prisonnière de ses formules et de ses règlements, elle oppose à toutes les demandes des formalités surannées. Elle ne sait pas que nous sommes en guerre. Une main ferme saurait cependant la mettre au pas !

Il arrive au Havre, quotidiennement, plus de 1.000 wagons. Mais sur ce chiffre, plus de la moitié doit être réservée aux Anglais. Il ne reste qu'une quantité infime pour les besoins de l'armée et de l'industrie. Pourquoi n'augmente-t-on pas le nombre de ces wagons ? On le peut ; on le doit.

Et pourquoi ne se sert-on pas de camions automobiles ?

Des camions automobiles enlèvent rapidement les marchandises qui sont sur les quais, et qui s'entassent à la gare. Avec ces voitures, le trafic serait rapide, et le port serait assez tôt désencombré. On en réclame depuis

longtemps, mais il faut des études, des rapports, et aucune solution n'intervient.

Enfin, il faut intensifier le trafic par le canal de Tancarville, en démobilisant les péniches qui sommeillent. Le gouvernement a pris à ce sujet des mesures qui, espérons-le, donneront des résultats.

Voilà la situation au Havre ; elle est grave, mais elle n'est pas désespérée. De l'énergie, de l'initiative, il n'en faut pas plus pour que le Havre reprenne une physionomie plus normale.

L. Dallier

La Guerre économique

S'Y PRÉPARE-T-ON CHEZ NOUS ?

Alors, vraiment, nous nous préparons à la « guerre économique » contre l'Allemagne, et nous cherchons à éliminer le virus boche de notre organisme ?

Allons, tant mieux ! Mais comment et par quel moyen ?

Voilà ce que nous voudrions savoir ; car, à vrai dire, nous apercevons bien ce que nos ennemis préparent sur ce terrain, mais nous ignorons ce que nos dirigeants élaborent pour nous défendre.

Voyons les faits :

Avant la guerre, l'Allemagne avait une flotte marchande d'environ douze cents navires.

Deux cents ont été capturés, six cents sont réfugiés dans les ports neutres et le reste est bloqué à Hambourg et à Brême.

Ceux qui sont dans les ports neutres se transforment quelquefois en corsaires, échappent à la vigilance de leurs gardiens et, armés en guerre, vont couler quelques vapeurs alliés dans l'Atlantique. Ce sont des concurrents de moins pour plus tard !

S'ils sont à vendre, comme au Portugal, nous sommes trop grands seigneurs pour profiter de cette aubaine et augmenter ainsi d'une soixantaine de vapeurs notre marine marchande déjà très éprouvée ; mais passons. Ce sont là questions et négociations diplomatiques, donc, par avance, vouées à l'insuccès.

Revenons aux vapeurs ancrés dans les ports neutres et à ceux d'Hambourg et de Brême.

Contrairement à ce que l'on nous raconte, ils sont parfaitement entretenus, repeints et remis à neuf, machines réparées, chaudières changées, prêts à prendre la mer à la signature de la paix.

Ils sont, de ce fait, assurés d'un fret plus que rémunérateur qui viendra compenser largement le tort causé par l'arrêt forcé.

Par contre, pendant que les vapeurs allemands sont hospitalisés par les neutres, les Alliés additionnent, à chaque fin de mois, le total de leurs pertes en navires.

Or, ce n'est pas en France que nos chantiers pourront réparer les fortes brèches faites à notre marine marchande, car ils manquent de main-d'œuvre.

Mais le plus curieux et le plus inquiétant, c'est que l'Allemagne, dès maintenant, assure à l'étranger pour plusieurs années les transports de sa flotte marchande.

Les agents allemands achètent actuellement à prix d'or en Amérique, en Argentine et partout, le cuivre, le coton, la laine, les blés, le froment, les machines de toutes sortes ; ils paient comptant, et fort cher, mettent les marchandises en magasins sur place, ou les chargent directement sur leurs navires internés.

Ce sont là des faits indiscutables. Comment parons-nous le coup ?

Que font nos agents commerciaux à l'étranger ? Il serait vraiment trop sot d'être à nouveau tributaire de l'Allemagne pour des produits qu'elle fait venir elle-même du dehors.

Passé encore pour ceux qu'elle extrait de son sol et pour toute sa chimie, qu'elle trouvera toujours moyen de faire rentrer chez nous par la Suisse et l'Espagne, après la guerre.

Nos gouvernants, si bien renseignés par leur personnel consulaire, n'ignorent pas, en effet, tout ce qu'il se prépare de groupements capitalistes prêts à servir leurs propres intérêts et ceux de l'Allemagne aux dépens des nôtres. Dites-nous sérieusement, messieurs les ministres : comment complexez-vous annihiler la puissance économique de l'Allemagne ?

G. Brett

On nous écrit :

Refus injustifiés d'allocation

Une dame — chez laquelle nous sommes cantonnés présentement — et dont le mari, mobilisé les premiers jours, est disparu, depuis la bataille de la Marne, n'a pu toucher encore l'allocation à laquelle elle a droit.

Cette dame a, pour toutes ressources, un petit estaminet au fond de la campagne, à quatre kilomètres de tout chef-

lieu de commune.

Pas un morceau de terre, pas une maison.

Cependant, M. le maire de S... a refusé sa demande avec cette mention : « Ressources suffisantes » !

Et depuis, toutes les nouvelles demandes sont restées sans effet. La dernière, cependant, adressée à la commission supérieure des allocations, a eu un résultat : les gendarmes sont venus enquêter, il y a six semaines. Puis, plus rien.

J'ai déjà eu connaissance de bien des cas semblables. Ils découragent profondément ; c'est pourquoi je me suis décidé à vous l'écrire.

Un poilu.

Les revers... de la propriété

Pour un terme de 415 francs d'intérêts dus par un propriétaire à son créancier hypothécaire, voici la note de frais dressée par les soins d'un avoué de Paris :

Commandement	Fr. 43.45
Requête juge de paix	5.50
Extrait des locations	9.20
Exploit de saisie-arrêt	15.75
Mainlevée	3.60
Etat et timbre	0.70
TOTAL	Fr. 78.20

Au moment où la Chambre se prépare à interdire toutes exécutions contre les locataires, ne pourrait-elle procéder à pareille interdiction contre les propriétaires ? Ce serait justice.

Que du moins on autorise les propriétaires à solder leurs contributions et leurs intérêts hypothécaires, au moins pour partie, avec leurs quittances impayées. Ce sera un moyen simple et juste de répartir les pertes.

La surabondance des matières nous oblige à remettre à demain la suite de notre feuilleton :

LA CAPTIVITE DE GRAND-PERE

AU PARLEMENT

Le placement des mutilés

M. Maurice Viollette a été entendu hier par la commission du travail de la Chambre sur sa proposition de loi ayant pour objet la création d'un « Office national » de placement pour le placement des mutilés. Il a été alors décidé de fonder en un texte unique la proposition de M. Viollette et celle de M. Pressemann visant le même objet. La commission entendra à une prochaine séance le ministre du travail sur ces deux propositions.

D'autre part, M. Pierre Rameil a été désigné comme rapporteur de la proposition de M. Lauche tendant à organiser le placement des ouvriers, employés et domestiques.

Enfin, M. Colliard, député de Lyon, a été désigné pour suivre les travaux de la commission du budget ressortissant de la compétence de la commission du travail.

Le rajeunissement et le renforcement des cadres

La commission de l'armée a entendu le général Gallieni, ministre de la guerre, et les sous-secrétaires d'Etat à l'intendance et au service de santé sur le projet de loi relatif au rajeunissement des cadres et les propositions de loi de MM. Noulens et Cécouli sur le renforcement des cadres.

La crise des transports

La commission des travaux publics de la Chambre a pris hier connaissance d'une lettre adressée par le ministre des travaux publics à son président, M. Rabier, au sujet de la crise des transports.

Le ministre indique, dans cette lettre, les mesures prises par un arrêté, signé d'accord avec le ministre de la guerre, et qui permet d'ouvrir les gares au service des marchandises le dimanche comme les jours ouvrables, de compléter la journée du dimanche dans le calcul des délais de livraison et des droits de magasinage et double les taxes relatives aux camionnages que les administrations de chemins de fer ont le droit d'exécuter d'office. Le but de ces mesures est d'inciter les intéressés à retirer leurs marchandises des gares plus rapidement qu'ils ne l'ont fait jusqu'à ce jour.

Le président a ajouté qu'une mesure analogue avait été prise par le ministre des finances en ce qui concerne l'ouverture des bureaux de douane le dimanche.

La commission a pris acte de cette communication.

Questions extérieures

La commission des affaires extérieures a entendu le ministre des colonies : 1° sur le recrutement des troupes et de la main-d'œuvre indigènes qui se poursuit normalement ; 2° sur les opérations militaires au Cameroun qui touchent à leur fin.

La colonie allemande a été conquise par les troupes franco-anglaises, malgré des difficultés considérables provenant des étendues énormes à parcourir, de la configuration du sol et de l'organisation défensive de l'ennemi.

L'opération fait le plus grand honneur à la vaillance et à la ténacité du corps expéditionnaire.

3° Sur les chemins de fer éthiopiens. Elle a entendu une communication de M. Paul Doumer sur l'accroissement des forces russes.

Elle a désigné M. Dubief comme rapporteur de la proposition de loi relative à la protection des produits d'origine française sur le territoire national et les marchés étrangers.

Elle a désigné M. Moutet comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, concernant l'importation et le commerce des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

Nous rappelons à nos abonnés que tout changement d'adresse doit être accompagné de la somme de 50 centimes, en mandat ou timbres-poste, pour frais de confection d'une nouvelle bande.

LA VIE CHÈRE

Une certaine augmentation s'est manifestée, hier matin, aux Halles centrales, sur la plupart des denrées, notamment sur les volailles et les pommes de terre, qui ont augmenté de un franc les cent kilos ; par contre, les navets qui, la veille, se vendaient 20 francs les cent bottes, sont descendus hier à 8 et 12 francs.

VIANDE

	Le kilo
Pot-au-feu	1,30 à 1,40
Aloyau entier	1,80 à 2,00
Veau entier	2,20 à 2,40
Epaule de veau	1,90 à 2,10
Mouton entier	2,10 à 2,30
Gigot	2,60 à 2,80
Ragout de mouton	1,60 à 1,80
Porc entier	2,60 à 2,80

VOAILLE

	Le kilo
Poulet	4,00 à 4,50
Lapin	2,80
Oie	2,90 à 3,00

POISSON

	Le kilo
Cabillaud	1,25
Carrelet moyen	1,75
Congre	1,75
Raie	1,50
Hareng français (pas d'arrivage)	—
Maquereau	2,25

LEGUMES

Carottes, les 100 kilos	24,00 à 32,00
Navets les 100 bottes	8,00 à 12,00
Poireaux	50,00 à 60,00
Choux le cent	10,00 à 15,00
Pommes de terre les 100 kilos	15,00 à 27,00
Pommes communes, les 100 k.	12,00 à 20,00

BEURRE

	Le kilo
Cours moyen général	5,30

FROMAGE

Camembert de Normandie	105
------------------------	-----

Encore une affaire de haricots

Sous ce titre, nous avons relaté les différentes phases du procès en correctionnelle intenté par un ingénieur parisien à un homme d'affaires, nommé Bouillaud. L'ingénieur reprochait à son adversaire de lui avoir donné en paiement de fournitures pour l'intendance un chèque sur une banque suisse dans laquelle il n'avait aucune provision.

La dixième chambre du tribunal correctionnel a prononcé hier son jugement. M. Bouillaud a été acquitté purement et simplement.

Ce jugement semble établir qu'il n'y a pas escroquerie dans le fait de présenter, en paiement d'une somme due, un chèque, lorsqu'il n'y a pas de provision à la banque. L'ingénieur parisien a fait appel de ce jugement.

LES SPECTACLES

Cet après-midi :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 1 h. 1/2. — Abonnements, billets blancs. — Les Hommes femmes, La Nuit d'octobre, Britannicus.
OPERA-COMIQUE. — La Traviata, Les Cadeaux de Noël.
ODON. — 1 h. 1/2. — Le Barbier de Séville, Un Famille au temps de Luther, Conférence de M. Le Goupils.
THEATRE REJANE. — 2 h. 1/2. — Madame Sans-Gêne.
CHATELET. — 2 h. — Les exploits d'une petite Française.
BOUFFES-PARISIENS. — 2 h. 1/2. — Kil.
THEATRE-LYRIQUE. — 2 h. 1/4. — La Poupée.
GAIETE, APOLLO, PORTES-SAINT-MARTIN, AMBIGU, FOLIES-BERGERE, etc. — Même spectacle que le soir.

Ce soir :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — Le Barbier de Séville.
L'ARQUE.
OPERA-COMIQUE. — Relâche.
ODON. — 8 h. — La Famille Benoitton.
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Cabiria.
GAIETE. — 8 h. 30. — Corallie et Cie.
GYMNASIE. — 8 h. 45. — Les Deux Vestales.
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Poilu, etc.
VARIETES. — 8 h. 30. — Miquette et sa mère.
PORTES-SAINT-MARTIN. — Anna Karénine.
RENAISSANCE. — 8 h. 15. — La Puce à l'oreille.
THEATRE REJANE. — Relâche.
CHATELET. — Les exploits d'une petite Française.
BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 15. — Kil.
NOUVEAU-AMBIGU. — La Petite Fonctionnaire.
CLUNY. — 8 h. 15. — Les forfaits de Pipermans, le Jockey de l'Annoir.
FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. — Jusqu'au bout.
OLYMPIA. — 8 h. 30. — Polaire.
CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Polin, 30 artistes.
MONCEY. — 8 h. — Si j'étais Roi.
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.
CAPUCINES. — 8 h. 15. — En franchise, Oh ! pardon.
DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie.
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — L'Angoisse, le Siège de Berlin.
CIGALE. — 8 h. 30. — L'Enfer des Revues.
ELDORADO. — 8 h. 15. — La Crevette.
BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — La Dame du Commissaire.
GAIETE-ROCHOUART, EMPIRE, CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30. Attractions.
OMNIA-PATHE. — Spectacle varié de 2 à 11 h.
ARTISTE-CINEMA PATHE. — 8 h. 30. — Matinées jouées dimanche, 2 h. 30.

Pharmacie de Famille
Hygiène — Toilette
GOMENOL
Antiseptique idéal
Crevasses, Engelures, Gelures.
Dans toutes les Pharmacies. — Renseignements et échantillons : 17, rue Ambroise-Thomas, Paris.

MILITAIRES
Vous serez fixés sur toutes les situations, sur tous vos droits et sur ceux de vos familles en lisant le Guide Militaire, 12, avenue de la Grande-Armée, Paris. — 4 fr. — Il explique tout.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Soc. Anon. des Imp. WELLHOFF et ROGEE, 16-18, r. Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ANCEAU, directeur.